

Jérusalem : l'après-1967

À ne la considérer que « trois fois sainte » ou comme la « pou-
drière du Moyen-Orient », on
oublie trop souvent que Jérusalem doit être administrée, gérée, aménagée, développée... comme n'importe quelle autre ville. Certes, chaque mot utilisé pour l'évoquer est lourd d'une opinion ou d'un jugement. Néanmoins, **Isabelle Baraud**, *consultante en finances locales*, avec la collaboration de **Julien Serfaty**, *architecte*, tentent de porter un regard aussi impartial que possible sur le développement de cette ville parmi les plus dynamiques du monde, avec une croissance annuelle supérieure à 2 %.

1 Le statut de Jérusalem en tant que capitale d'Israël est controversé à la fois par les Palestiniens et par les organisations internationales. Il n'empêche que, dans les faits, l'intégralité de la ville « réunifiée » fonctionne en tant que capitale de l'État israélien.

2 Contrairement à une idée largement répandue, Jérusalem est plus peuplée que Tel-Aviv qui affiche 353 000 habitants fin 1996, en revanche, l'agglomération de Tel-Aviv est beaucoup plus importante que celle de Jérusalem.

3 Si la distinction « Juif/non-Juif » peut au premier abord choquer le lecteur non averti, il faut bien comprendre les difficultés de toute classification. « Seuls les Juifs concilient identité nationale et religieuse alors qu'il y a des Arabes chrétiens et musulmans. Une définition selon le critère de la nationalité aurait posé problème car il y a, d'une part, des "Arabes israéliens", et, d'autre part, des "citoyens jordaniens" résidant à Jérusalem-Est. De même une définition obéissant à un critère religieux serait contestable et tendancieuse. » (Meron Benvenisti, *Jérusalem, une histoire politique*, Actes Sud, 1996, p. 173).

4 Cf. *A Policy of Discrimination, Land Expropriation, Planning and Building in East Jerusalem*, B'Tselem, janvier 1997; Israël Kimhi, *Avab Building in Jerusalem, 1967-1997*, Camera, janvier 1998.

Selon que l'on met l'accent sur la présence cananéenne ou sur la fondation de la cité de David, Jérusalem fête ses 5 000 ou 3 000 ans. Pourtant, en tant que « capitale réunifiée de l'État d'Israël », elle a à peine plus de 30 ans. En effet, c'est en 1967, à l'issue de la guerre des Six-Jours, que le gouvernement israélien proclame l'annexion de Jérusalem-Est et définit de nouvelles frontières municipales élargies 1.

Ainsi, de 1948 (fin de la guerre d'Indépendance) à 1967, Jérusalem était divisée en deux : Jérusalem-Ouest, sous contrôle israélien, qui s'étendait sur 38 kilomètres carrés et Jérusalem-Est, sous contrôle jordanien, qui couvrait six kilomètres carrés, incluant la vieille ville. Les deux parties étaient séparées par des barbelés, le long de la ligne de démarcation : la « ligne verte ».

Une forte croissance

En 1967, la totalité de la ville passe sous contrôle israélien. Désormais « réunifiée », Jérusalem comprend les 44 kilomètres carrés précédemment définis, et 64 kilomètres carrés supplémentaires de terrains annexés qui, pour l'essentiel, proviennent de villages à l'est de la ligne verte et donc sous contrôle jordanien. La superficie de Jérusalem équivaut alors à celle de Paris ; en 1993, une nouvelle extension vers l'ouest est décidée, la portant à 123 kilomètres carrés. Ce qu'on appelle dorénavant couramment « Jérusalem-Est » correspond à la partie de la ville qui est située à l'est de l'ancienne ligne verte.

Dans le même laps de temps, la population, qui est très jeune avec un âge moyen inférieur à 24 ans, a plus que doublé, passant de 266 000 en 1967 à 602 000 habitants fin 1996 2. Cette tendance devrait se poursuivre selon les prévisions de la municipalité estimant la population à plus de 800 000 habitants en 2010.

Cette croissance s'est faite de manière différente chez les Juifs et les Arabes, alors que leur proportion respective reste relativement stable. À la fin de l'année 1996, les Juifs représentent 70 % de la population de Jérusalem, tandis que les « Arabes et autres » (ou « non-Juifs ») 3 constituent les 30 % restants ; au lendemain de la réunification, les Juifs représentaient 74,2 % et les Arabes, 25,8 %.

Le taux d'accroissement naturel est le principal, sinon le seul, facteur de l'augmentation de la population arabe et s'élève actuellement à 33 pour mille. En revanche, la très forte évolution de la population juive est le résultat de trois phénomènes conjugués : l'accroissement naturel, régulier depuis trente ans (21 pour mille), les migrations à l'intérieur du pays et l'immigration en provenance de pays étrangers. Si l'immigration a surtout été très importante en 1990 et 1991, avec l'arrivée des populations de l'ex-Union soviétique, on constate, depuis 1992, que Jérusalem n'est plus la destination privilégiée des nouveaux arrivants en Israël. Le mouvement migratoire des popu-

lations des villes d'Israël vers Jérusalem, particulièrement fort dans les années soixante-dix, lors de la grande

vague de construction de nouveaux quartiers, est maintenant inversé. Ce phénomène résulte des difficultés à trouver un emploi adéquat pour les jeunes diplômés, du coût élevé des logements et d'une baisse de la qualité de la vie. La présence des Juifs très religieux n'y est pas complètement étrangère non plus. Toutefois, 80 % des personnes quit-

tant ainsi Jérusalem s'installent dans ses environs immédiats.

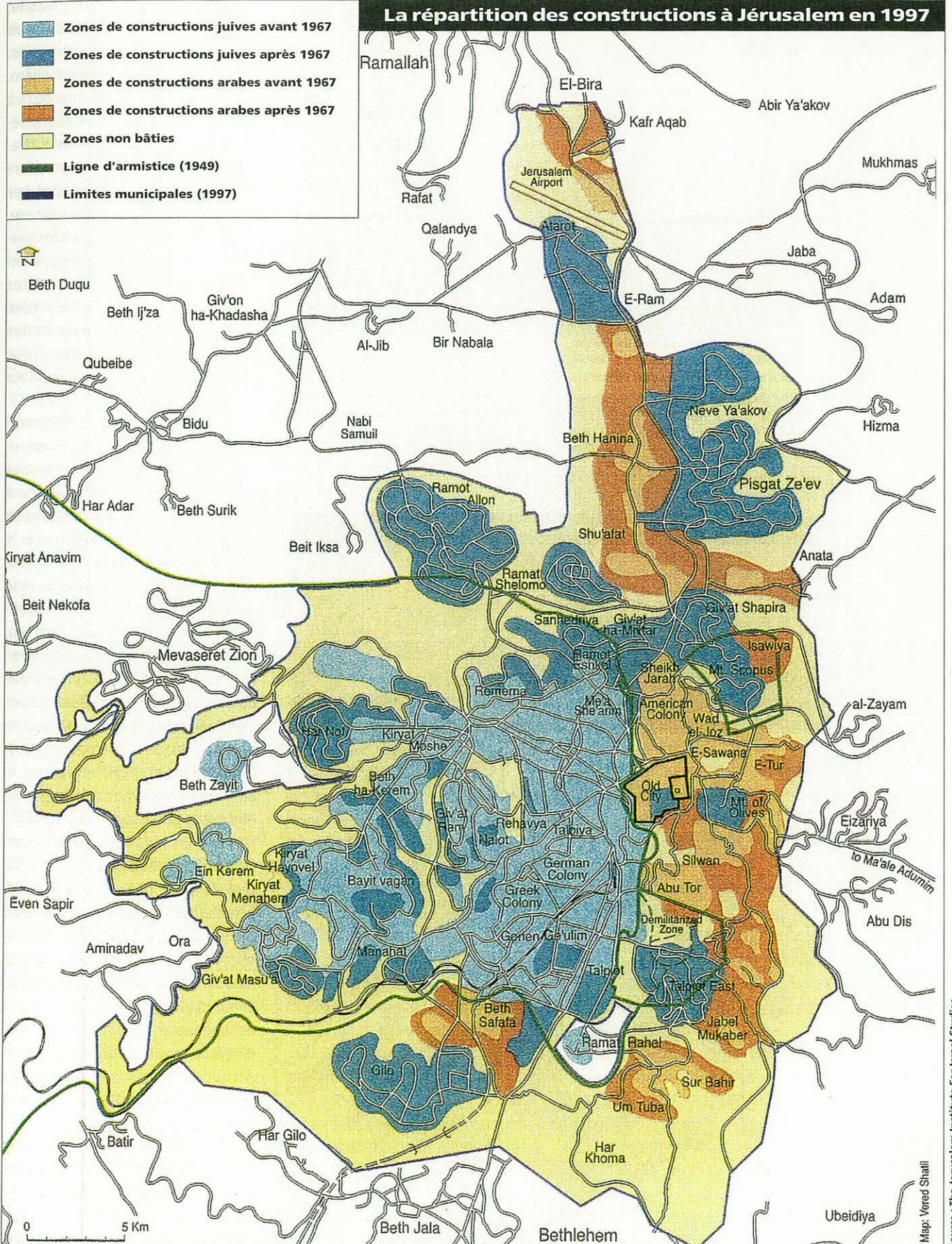
Un schéma bien défini

Cette croissance a entraîné une urbanisation massive sans précédent, et le nombre de logements a doublé. On en a construit environ 80 000 entre 1967 et 1995, dont 65 000 pour les Juifs et entre 9 000 et 15 000, selon les sources 4, pour les Arabes. Entre 1971 et 1994, la municipalité a accordé des permis de construire pour 9 millions de mètres carrés de surface bâtie à usage d'habitation.

Si la croissance très rapide de Jérusalem, à partir de 1967, ne constitue pas une nouveauté, en revanche, l'urbanisation durant les périodes précédentes se fit à la fois à une tout autre échelle (moins de 250 000 habitants) et dans des contextes politiques différents (ville unifiée mais sous mandat britannique de 1917 à 1948, ville divisée de 1948 à 1967).

À l'image de la vieille ville qui était divisée en zones ethniques et religieuses (juive, chrétienne, arménienne et musulmane), les nouveaux quartiers sont homogènes.

La répartition des constructions à Jérusalem en 1997



Diversité du peuplement

Les Juifs ne constituent pas un groupe homogène. Au-delà du fait qu'ils sont originaires de plus de cent pays différents, et des tensions qui peuvent parfois exister entre Ashkénazes et Séfarades, le principal clivage oppose les Juifs pratiquants ou non aux Juifs ultra-orthodoxes.

Les premiers représentent, fin 1996, 70 % de l'ensemble des Juifs, soit 49 % de la population de Jérusalem.

Les Juifs ultra-orthodoxes représentent 30 % de la population juive, soit 21 % de la population totale de la ville, mais leur poids devrait augmenter rapidement, compte tenu de leur taux de fécondité très élevé. Actuellement, plus de la moitié des enfants juifs de moins de 10 ans appartiennent à des familles ultra-orthodoxes, et il est probable qu'en 2010, les ultra-orthodoxes forment la communauté dominante.

Ils se distinguent par une vie exclusivement centrée sur la religion – la plupart des hommes ne travaillent pas, consacrant leur temps à

l'étude, à la prière et à sa transmission – et ils refusent le plus souvent la cohabitation avec des personnes moins ou pas pratiquantes. Les « Arabes et autres » comprennent essentiellement des musulmans, mais aussi une très petite minorité de chrétiens (9 % de la population arabe). La plupart des habitants arabes de Jérusalem ne sont pas citoyens israéliens. Ils disposent d'un statut de résident de Jérusalem qui leur donne le droit de vote aux élections locales – mais pas aux élections nationales –, leur permet de circuler librement dans le pays et d'y travailler. Le résident est soumis au système judiciaire israélien, bénéficie des droits du système de National Insurance (sécurité sociale), mais perd son statut de résident permanent dès lors qu'il réside plus d'un certain temps dans un pays étranger. La citoyenneté israélienne avait été proposée aux Arabes de Jérusalem en 1967, à l'exclusion de toute autre, mais avait été refusée par la plupart pour des raisons politiques.

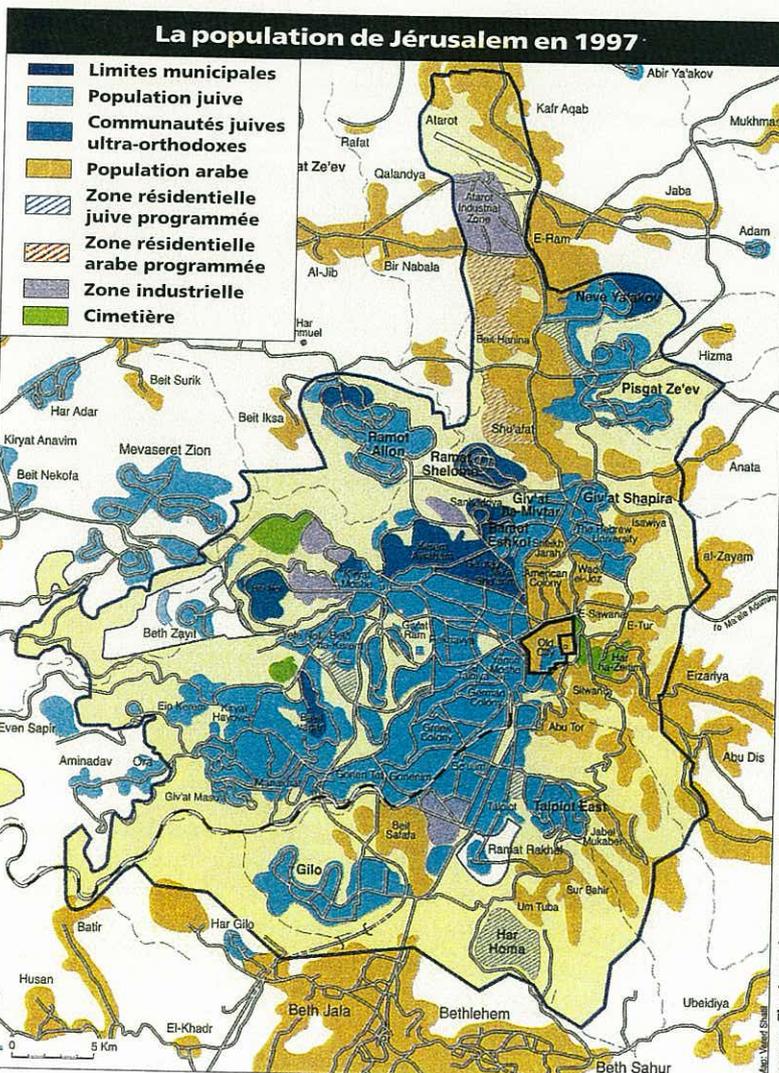
La topographie accidentée du site, avec des collines qui culminent à 700 ou 800 mètres, et de profonds ravins, impose une urbanisation particulière. La construction sur les hauteurs a toujours été privilégiée, une caractéristique que l'on retrouve dans l'habitat traditionnel et dans les premiers plans d'urbanisme britanniques. Les règles de zonage, toujours en vigueur, obligeaient à construire sur les versants et les hauteurs et prévoyaient des espaces verts dans le fond des vallées. Certains y voient des motivations stratégiques : maîtrise des sources d'eau, domination « physique » de villages arabes, meilleur contrôle du terrain.

Outre le problème de discontinuité dans la ville que pose la topographie, elle contraint également les formes d'architecture, conduisant par exemple à des constructions en terrasses ou orientées pour tirer le meilleur parti de la vue sur la vallée.

À l'image de la vieille ville qui était divisée en zones ethniques et religieuses (juive, chrétienne, arménienne et musulmane), les nouveaux quartiers sont homogènes : il n'existe pas de quartiers mixtes où Juifs et Arabes vivent ensemble. S'il n'y a pas de frontières physiques, les frontières psychologiques existent bel et bien, et chacun, juif ou arabe, distingue les endroits « sûrs » de ceux à éviter.

Alors que la polarisation des quartiers juifs entre Ashkénazes et Séfarades a tendance à s'estomper, la différenciation spatiale entre Juifs laïcs ou religieux et Juifs ultra-orthodoxes est de plus en plus marquée. Ainsi, le quartier de Ramat Shlomo en cours de construction sur la colline de Shuafat est le premier spécifiquement destiné à une population juive ultra-orthodoxe : les synagogues et les bains rituels y sont plus nombreux qu'ailleurs, les appartements conçus avec des porches adaptés pour la fête de Sukkot, et les ascenseurs utilisables pendant le shabbat.

La représentation d'une Jérusalem-Ouest, peuplée exclusivement de Juifs,



③ Cf. Frédéric Encel, *Géopolitique de Jérusalem*, Flammarion, 1998, p. 150-151.

④ Fête religieuse juive au cours de laquelle sont construites des cabanes rituelles.

et d'une Jérusalem-Est, entièrement habitée par des Arabes, est démentie par les faits depuis longtemps. Il est vrai que Jérusalem-Ouest n'abrite pas de quartiers arabes mais, depuis 1993, à Jérusalem-Est, les Juifs sont plus nombreux que les Arabes. La première vague de construction après 1967 s'est faite de manière à relier le centre construit de Jérusalem au mont Scopus, où se trouvait l'université hébraïque édifiée en 1925, laquelle, située à l'est de la ligne verte, avait été une enclave israélienne en territoire jordanien du temps de la partition de la ville. C'est ainsi qu'en 1968 et 1969 naissent les quartiers de Ramot Eshkol (à l'ouest) et de Givat Hamitvar (à l'est).

Les constructions de Givat Shapira (French Hill), Maalot Dafna, et de Sanhedriya Murhevet suivent au début des années soixante-dix.

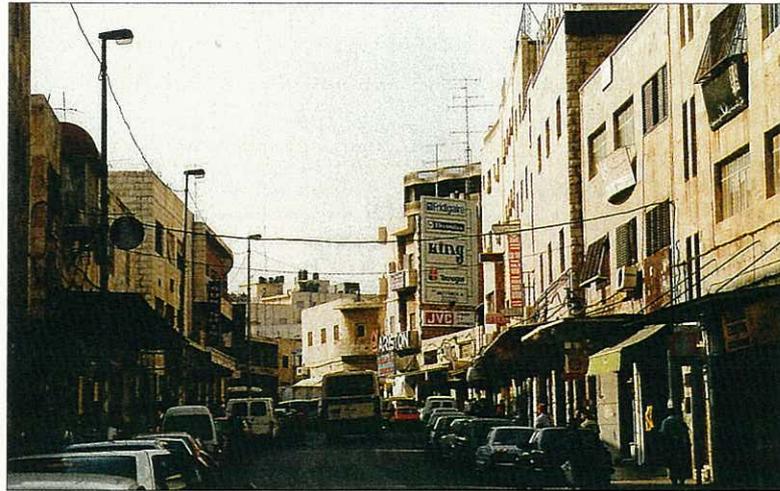
Au cours de cette même décennie, la troisième vague de construction, la plus importante en termes de développement et de façonnage urbains, se distingue des précédentes. Les nouveaux quartiers ne sont pas contigus aux quartiers existants mais édifiés aux limites de la ville, aux quatre points cardinaux. Il s'agit de Gilo, Talpiot East, Neve Ya'akov et Ramot Allon.

Enfin, le milieu des années quatre-vingt voit la construction, à l'est, de Pisgat Ze'ev pour établir une continuité bâtie avec Neve Ya'akov, tandis qu'à l'ouest sont construits les quartiers de Har Nof, Givat Masua, Manahat et Ramat Beit Hakarem.

Outre la nécessité de trouver des espaces disponibles, la construction des quartiers juifs de part et d'autre de l'ancienne ligne verte s'explique avant tout par la volonté du pouvoir israélien de renforcer l'unification de la ville ^②.

Organisation des quartiers

Chaque quartier forme un véritable morceau de ville. À lui seul, par exemple, le quartier de Gilo compte plus de 30 000 habitants ^③, Talpiot East 15 000, tandis que Ramot Allon dépasse les 40 000 et que Pisgat



La rue Salah-el-Din dans un quartier arabe de Jérusalem-Est, près de la porte de Damas.



Les constructions régulières des nouveaux quartiers juifs de Jérusalem-Est : Pisgat Ze'ev.

Ze'ev et Neve Ya'akov réunis avoisinent les 50 000 habitants.

À l'est comme à l'ouest, exceptées quelques tours très élevées, les constructions sont plutôt basses. Plus spécifiquement, les nouveaux quartiers juifs de Jérusalem-Est se caractérisent par la présence de très larges avenues qui séparent les îlots d'habitation, une organisation concentrique (les routes forment souvent une boucle autour du sommet de la colline), et l'installation des centres commerciaux, des bâtiments publics, des synagogues en cœur d'îlot. Les constructions sont régulières, à l'identique, et n'excèdent que rarement six étages ; hormis l'espace pavillonnaire des quartiers de Ramot et de Gilo, les habitations individuelles

sont pratiquement inexistantes.

Dans une ville où tout est sujet à interprétation, il est intéressant de noter que, pour certains observateurs ^④, la compacité des constructions et l'organisation des quartiers répondent à des principes stratégiques. Il ne faudrait plus, dès lors, les considérer comme de simples quartiers d'habitations, mais comme des « quartiers forteresses ».

Ces quartiers peuvent apparaître monotones et dépourvus de charme, telles des cités-dortoirs, mais il faut bien garder à l'esprit que leurs habitants, en particulier les ultra-orthodoxes, développent des formes de sociabilité et de vie communautaire très intenses, qui dépassent largement le cadre de vie matériel.

^② Cf. « Local townplanning scheme for Jerusalem 1978 – Explanatory remarks for the discussion by the district planning and building committee », reproduit dans *Documents on Jerusalem*, Passia : « Le principe premier et cardinal de la politique de planification à Jérusalem est de renforcer son unification. Jusqu'ici, ce principe a été traduit de deux manières : l'une est de réparer la déchirure faite dans le tissu urbain lorsque la ville a été divisée en deux lors de la guerre d'Indépendance, et de fondre les deux systèmes qui avaient été détachés ; l'autre est de construire la ville d'une manière qui prévienne sa polarisation dans des communautés nationales, et présente une répartition de part et d'autre de la ligne qui divise les deux communautés. »

^③ Les chiffres datent de 1996. La plupart des chiffres cités dans cet article proviennent du *Statistical Yearbook of Jerusalem*, édité en 1997.

^④ Cf. Frédéric Encel, op. cit.

Gilo :
un des rares
quartiers juifs
offrant des
maisons
individuelles.



L'organisation des quartiers arabes est tout autre. Jusqu'à ces dix dernières années, les constructions relevaient d'une structure « villageoise », avec des maisons abritant une ou deux familles. Depuis, il se dessine une évolution vers des modes d'occupation de l'espace plus urbains, et la

construction d'immeubles de quatre étages ou plus devient courante.

À la différence des terrains des quartiers juifs, ceux des quartiers arabes appartiennent à des propriétaires privés, arabes, et non pas à l'État israélien ou à un organisme public. Cette caractéristique, conju-

guée à une conception arabe de la propriété qui se distingue de celle qui peut prévaloir en Occident et selon laquelle le terrain se transmet plus qu'il ne fait l'objet de transactions ou d'échanges, serait à l'origine, selon la municipalité de Jérusalem, des difficultés auxquelles se heurte toute tentative de reparaçellisation.

Vers de nouveaux modes d'urbanisation ?

Les nouveaux projets marquent un tournant dans la politique d'urbanisation à Jérusalem, tout au moins en ce qui concerne les constructions de logements destinés à la population israélienne juive. Si plusieurs quartiers restent encore programmés à l'intérieur même de Jérusalem (par exemple, Har Homa), les nouveaux projets prennent acte d'un modèle d'urbanisation qui touche à ses limites : pénurie d'espace disponible, très forte densité, dispersion des centres, faible diversification économique.

La politique d'urbanisme

L'organisation municipale à Jérusalem repose, depuis 1969, sur le modèle d'une municipalité centralisée, avec des élections au seul suffrage universel, sans quota communautaire ni circonscriptions électorales. Des comités de quartier existent, avec des pouvoirs limités non définis par une loi contraignante.

Le conseil municipal se compose de 31 membres, élus pour cinq ans. Le maire est choisi par suffrage direct, pour la même durée. Le jour de l'élection, chaque électeur (c'est-à-dire chaque résident de Jérusalem, juif ou arabe) désigne le parti qu'il souhaite voir représenté au conseil municipal et l'individu qu'il soutient comme maire. Depuis 1993, les partis religieux ont une représentation importante, voire majoritaire en 1998. Le 10 novembre 1998, Ehud Olmert, le maire sortant, est réélu.

Ce système garantit une majorité absolue au groupe communautaire dominant. C'est ainsi que, depuis 1969, aucun membre du conseil municipal n'est arabe. Mais cette absence de représentation est avant tout liée au refus de la grande majorité de la population arabe de participer aux élections, car ce serait implicitement reconnaître la légalité de l'annexion de Jérusalem-Est.

La prise en compte des intérêts spécifiques de la population arabe est dévolue à un conseiller du maire pour les affaires arabes.

L'autorité, au sein de la population arabe, est essentiellement entre les mains de quelques familles de notables, qui assurent la représentation de l'Autorité palestinienne à Jérusalem, et des chefs de communauté, les « mukhtars ».

Les collectivités locales fonctionnent, pour une grande part, selon les règles en vigueur lors du mandat britannique, qui confèrent l'essentiel du pouvoir municipal au gouvernement de l'État d'Israël. Un rôle prépondérant, qui est exprimé dans la loi de juillet 1980 portant sur « Jérusalem, capitale d'Israël » et stipulant notamment que le gouvernement devra contribuer au développement et à la prospérité de Jérusalem. L'État doit ainsi verser chaque année une dotation spéciale, tandis que d'autres subventions, sans transiter par le budget municipal, servent également à financer des projets sur la ville.

En 1995, sur un budget de fonctionnement de 1,5 milliard de nis (New Israeli Shekels, 1 dollar équivaut environ à 3,5 nis), la dotation versée par l'État s'élevait à près de 500 millions de shekels (non comprise, donc, la dotation à la section d'investissement). Notons que 49 % des dépenses de fonctionnement sont destinées aux services de l'État (éducation, activités culturelles, services religieux, santé), 24 % aux services locaux (services de propreté, ur-

banisme...), 14 % à l'administration générale et enfin 13 % aux entreprises délégataires de services publics (distribution d'eau, assainissement, abattoirs...).

Le rôle financier joué par l'État revêt une importance d'autant plus grande que Jérusalem est une ville pauvre : près de la moitié des logements soumis à l'impôt local bénéficient d'exonérations partielles ou totales.

L'implication du pouvoir central se retrouve aussi au niveau des règlements d'urbanisme. Les plans d'urbanisme relatifs à Jérusalem doivent se conformer aux différents niveaux de schémas directeurs. En particulier, il existe au niveau national plusieurs plans sur des thèmes spécifiques, dont, par exemple, un plan national pour les routes, un autre pour les aéroports, un autre pour les espaces verts, etc. Ces plans sont approuvés par la Knesset.

Notons, parmi les principaux règlements d'urbanisme, l'ordonnance sur la terre ou acquisition d'utilité publique (loi de 1943) qui confère au ministre des Finances le pouvoir de confisquer un terrain privé pour des raisons d'intérêt public, ainsi qu'une loi pour la planification et la construction qui date de 1965, et amendée depuis, qui autorise à exproprier jusqu'à 40 % des terrains en cours d'aménagement pour construire des équipements publics.

C'est ainsi que l'un des principaux projets de la ville est la construction d'infrastructures routières très importantes, afin de pallier la discontinuité urbaine.

La priorité est également accordée au développement économique de la ville, qui présente une structure d'emplois très atypique : la moitié des actifs travaillent dans le secteur public (administration publique, éducation, santé, services sociaux), soit deux fois plus qu'à Tel-Aviv. L'accent est mis sur les secteurs de la recherche-développement, du multimédia et des nouvelles technologies. Mais, surtout, de nouvelles orientations se font jour. La problématique de la « re-densification » (ou densification sur une zone déjà densifiée) est de plus en plus au cœur des réflexions urbanistiques, à Jérusalem comme plus généralement partout en Israël. Compte tenu de la rareté de l'espace, certaines zones doivent être replanifiées pour les rendre plus denses ¹⁰.

Les zones programmées – Kiryat Ha-Yovel, vers Ein Kerem, et Gonen (Katamon) à l'ouest de Emek Refaim – ont été choisies en fonction d'une caractéristique foncière propre à Israël, à savoir l'appartenance du terrain à la Land's Authority. Rattachée au ministère de l'Habitat, cette agence nationale possède ou gère pour le compte de l'État 93 % de l'ensemble du territoire israélien, un pourcentage qui descend à 50 % en ce qui concerne les terrains de Jérusalem.

Par ailleurs, des réflexions sont menées dans un cadre plus large que celui des frontières administratives, mais les appellations de « Grand Jérusalem » ou de « Jérusalem métropolitain » ne correspondent à aucune définition légale. Pour le moment, elles désignent une zone géographique qui s'étend à l'intérieur d'un rayon de 15 ou 20 kilomètres autour de la ville, limitée au nord par Ramalla, Bethléem au sud, Ma'ale Adummim à l'est et Beth Shemesh à l'ouest. Parmi les 500 000 personnes qui y vivent, 20 % sont juives et 80 % arabes.

La situation politique de cette zone est pour le moment complexe, puisqu'elle regroupe des villes ou villages classés, selon la terminologie des accords d'Oslo, aussi bien en zones A (sous contrôle de l'Autorité palestinienne), B (l'Autorité palestinienne dotée des pouvoirs civils et d'une partie des pouvoirs de police) ou C (sous contrôle israélien).

Pour la municipalité de Jérusalem, le Grand Jérusalem constitue une réponse à l'augmentation de la population de la ville et à l'intensification de son activité économique. Il constituerait une structure intercommunale permettant une coopération de l'ensemble des localités en matière de fournitures de services publics (eau, assainissement, transports publics), de projets relatifs à l'environnement et de projets économiques, tels le tourisme,

Pour la municipalité de Jérusalem, le Grand Jérusalem constitue une réponse à l'augmentation de la population de la ville et à l'intensification de son activité économique.

le commerce, les zones industrielles. Pour d'autres, il ne s'agit que d'une manœuvre pour asseoir, à terme, la domination du pouvoir israélien sur l'ensemble de cette zone ¹¹.

Jérusalem est, de fait, la capitale du jeune État israélien. Elle continue en ce sens de se développer. Témoin, le nouveau projet du gouvernement qui vise à étendre ses limites à l'ouest, jusqu'à Mevasseret-Zion, incluant ainsi des terres jusque-là non urbanisées. Ceci est problématique : la population israélienne (majoritairement juive) menacée d'être englobée dans le nouveau pourtour y voit une annexion pure et simple.

Cet exemple montre à quel point toucher aux limites de Jérusalem est un exercice périlleux, alors que cette extension ne remet pas en cause les frontières du territoire palestinien. ■

La « judaïsation » de Jérusalem en débat

Rappelons tout d'abord que Jérusalem a été exclue du champ d'application des accords intérimaires d'autonomie, signés à Washington en septembre 1993 (Oslo I) et en septembre 1995 (Oslo II). Ces mêmes accords prévoient, en revanche, que le statut final de Jérusalem, revendiquée comme capitale à la fois par les Juifs et les Palestiniens, sera discuté en mai 1999.

Pour les Juifs, comme pour les Palestiniens, il s'est dès lors agi d'inscrire physiquement sur le terrain leurs revendications afin de créer des faits qui soient irréversibles. Dans un tel contexte, chaque action est interprétée comme la manifestation d'une intention politique. En particulier, les politiques urbaines menées à Jérusalem sont très souvent accusées de mettre en œuvre une « judaïsation » de la ville : tentative de limiter les constructions arabes, volonté de contraindre les Arabes à quitter la ville, etc. Le débat est éminemment politique et complexe, et les mêmes chiffres peuvent être interprétés de différentes manières, selon ce qu'on veut leur faire dire ¹⁰. Surtout, il doit être replacé dans le cadre d'une discussion plus large sur les légitimités respectives des revendications israéliennes et palestiniennes.

Sans rentrer dans ce débat, il convient

cependant de bien distinguer deux notions différentes : « le renforcement de la présence juive à Jérusalem » et la « judaïsation de Jérusalem ». La première correspond à un objectif affiché du gouvernement israélien, qui a plusieurs fois affirmé son objectif de maintenir une proportion Juifs/Arabes stable aux alentours de 72 %/28%. La seconde, forgée par les Palestiniens pour, initialement, désigner l'action de certaines associations juives nationalistes très activistes, s'applique désormais, avec une connotation nettement négative, à l'ensemble des politiques municipales menées à Jérusalem.

Enfin, la « judaïsation » de la ville peut également s'entendre dans le sens d'un renforcement de son caractère religieux et, là encore, l'urbanisation peut être amenée à jouer un rôle de premier plan.

¹⁰ Par exemple, si la municipalité décide de planter des arbres, s'agit-il d'une volonté d'améliorer le cadre de vie ou bien de geler des espaces pour empêcher toute construction arabe ? Sur ce sujet, cf. *A Policy of Discrimination, Land Expropriation, Planning and Building in East Jerusalem*, B'Tselem, janvier 1997 ; Allison B. Hodgkings, *The Judaization of Jerusalem, Passia ; Israël Kimhi, Arab Building in Jerusalem, 1967-1997*, Camera, janvier 1998.

¹⁰ Entretien avec Nira Sidi, directrice du Service de planification, municipalité de Jérusalem.

¹¹ Là encore, comme pour Jérusalem, la création se serait faite en deux temps : « création, en une première étape, de nouveaux centres urbains situés à une vingtaine de kilomètres du centre-ville. Il s'agit d'une colonisation située en Cisjordanie non annexée et non plus dans les limites municipales : Beit Horon, Beit El au nord, Ma'ale Adummim à l'est ou encore Efrat au sud forment une seconde enceinte juive à la ville. La seconde étape, intervenue à partir du début des années quatre-vingt, consiste à créer une nouvelle ligne de construction jouxtant les limites administratives de la ville, mais au-delà de la ligne verte, en zone occupée donc : Pesagot, Ananor, Har Gilo ou encore Givat Ze'ev et Giv'on remplissent ainsi peu à peu les interstices entre les deux frontières intérieures ». Jean-François Legrain, « Politiques israéliennes du territoire en Cisjordanie-Gaza (1967-1995) », in *Maghreb-Machrek* n° 152, avril-juin 1996.